

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 108 | 11-17 juillet 2022

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

**14 juillet** : Le Conseil de médecine légale a publié un rapport controversé dans lequel il déclare qu'Aysel Tuğluk, une politicienne kurde emprisonnée souffrant de démence, est apte à rester en prison.

**15 juillet** : Les médias ont indiqué que depuis juillet 2016, les autorités turques ont arbitrairement détenu ou arrêté au moins 80 femmes enceintes en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

**15 juillet** : La police d'Istanbul a arrêté quatre mineurs pour avoir manqué de respect à un buste du fondateur de la république.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

**13 juillet** : La police de Hatay est intervenue dans une manifestation organisée par des militants de gauche, arrêtant 24 personnes.

**13 juillet** : La police d'Istanbul a arrêté quatre militants qui distribuaient des tracts.

**14 juillet** : La police d'Istanbul est intervenue lors d'une manifestation de protestation devant un palais de justice, détenant brièvement six personnes.

**14 juillet** : Le bureau du gouverneur de Giresun a interdit un concert du chanteur grec pontique Apolas Lermi après avoir été la cible d'attaques racistes contre les médias.

**14 juillet** : Le bureau du gouverneur de Van a publié une déclaration désignant le voisinage des bureaux du gouvernement ainsi qu'un certain nombre de rues comme des parcs comme des localités catégoriquement interdites aux manifestations tout en levant les restrictions de rassemblement imposées dans d'autres régions de la province.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**11 juillet** : Les médias ont indiqué qu'un tribunal d'Izmir avait décidé de bloquer l'accès à 17 articles de presse en ligne sur le décès d'un patient dans un hôpital de la province.

**14 juillet** : La police de Tunceli a confisqué deux livres lors d'un salon du livre, citant une ordonnance du tribunal.

**14 juillet** : Les autorités lancent des enquêtes pénales contre 22 utilisateurs de médias sociaux pour leurs messages sur le meurtre d'un médecin par un proche d'un patient.

**16 juillet** : La police a arrêté deux personnes à Izmir et Balıkesir en raison de leurs messages sur les réseaux sociaux à l'occasion de l'anniversaire d'une tentative de coup d'État.

**16 juillet** : La police de Tunceli a arrêté le journaliste Azime Bozkurt à un poste de contrôle routier. Bozkurt a été libéré le lendemain.

## DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

**11 juillet** : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a statué que la Turquie ne s'était pas conformée à un arrêt contraignant de la Cour en décembre 2019 qui a conclu que la détention du leader de la société civile Osman Kavala violait ses droits fondamentaux.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**11 juillet** : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a statué que la Turquie ne s'était pas conformée à un arrêt contraignant de la Cour en décembre 2019 qui a conclu que la détention du leader de la société civile Osman Kavala violait ses droits fondamentaux.

## MINORITÉ KURDE

**11 juillet** : Kadri Devir, un cadre du HDP à Şanlıurfa, a été arrêté et envoyé en prison après que les cours d'appel ont confirmé sa peine de prison.

**16 juillet** : La Cour constitutionnelle a jugé que la condamnation de la politicienne kurde Figen Yüksekdağ pour terrorisme violait ses droits. Yüksekdağ a été condamnée à 10 mois de prison pour avoir participé à des funérailles en 2012.

## AUTRES MINORITÉS

**14 juillet** : Le bureau du gouverneur de Giresun a interdit un concert du chanteur grec pontique Apolas Lermi après avoir été la cible d'attaques racistes contre les médias.

**15 juillet** : Des assaillants non identifiés ont vandalisé un cimetière juif à Istanbul.

**16 juillet** : Des veilleurs de nuit à Izmir ont agressé physiquement trois femmes trans lors d'une dispute qui a éclaté lors d'un contrôle d'identité.

## CONDITIONS CARCÉRALES

**11 juillet** : Une prison de Diyarbakır a confisqué des lettres envoyées par les journalistes emprisonnés Mehmet Ali Ertaş, Serdar Altan et Zeynel Abidin Bulut.

**11 juillet** : Une prison de Manisa a refusé les visites à l'hôpital aux détenus qui refusaient de subir des fouilles buccales.

## RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

**12 juillet** : Quarante-quatre organisations et défenseurs des droits de l'homme, dont notre association, ont publié une lettre conjointe adressée aux responsables de l'Union européenne, leur demandant de prendre des mesures pour arrêter les refoulements sommaires de migrants à la frontière turco-grecque.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**11 juillet** : Les médias ont indiqué que les gardiens d'une prison pour femmes à Izmir maltraitaient les détenues et abîmaient leurs effets personnels.

**14 juillet** : Les gardiens d'une prison de Diyarbakır ont fouillé à nu l'épouse du journaliste emprisonné Serdar Altan qui était en visite.

**16 juillet** : Des veilleurs de nuit à Izmir ont agressé physiquement trois femmes trans lors d'une dispute qui a éclaté lors d'un contrôle d'identité.

## RÉPRESSION TRANSNATIONALE

**18 juillet** : La Cour suprême de Suède a rejeté la demande de la Turquie d'extrader un ancien directeur qui travaillait dans une école affiliée au mouvement Gülen au motif que ses actions ne constituent aucun élément d'un crime au regard de la loi suédoise. Ankara a demandé l'extradition d'un certain nombre d'exilés politiques comme condition préalable au feu vert de la candidature de Stockholm à l'adhésion à l'OTAN.

## DROITS DES FEMMES

**13 juillet** : La Turquie est classée 124e sur 146 pays dans le rapport mondial sur l'écart entre les sexes 2022 publié par le Forum économique mondial (WEF).